



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

21/03/2024

Austérité : repartir à l'offensive et rompre avec la passivité et l'illusion qu'il est possible de gagner par le « dialogue »

Mardi 19 mars, les agents de la fonction publique étaient en grève dans tout le pays. À Paris, la manifestation a réuni des milliers de salariés des hôpitaux, de l'éducation nationale, des finances publiques, de la culture, ou encore de la territoriale. Face aux coupes budgétaires annoncées et à l'absence de revalorisations générales des salaires. Une mobilisation contrastée qui reste cependant en deçà de la colère importante qui s'exprime à la base et pose la nécessité d'un véritable plan de bataille. 100.000 manifestants étaient ainsi dans la rue dans de nombreuses villes du pays : 8.000 manifestants à Marseille, 4.000 à Nantes et 3.000 à Lyon, 2.500 à Rennes...

L'éducation nationale était bien représentée et à nouveau mobilisée pour des augmentations de salaires, pour dénoncer l'école du « *tri social* » et revendiquer l'abandon de la réforme du collège instaurant des groupes de niveau. Les personnels du second degré étaient les plus mobilisés avec 30% de grévistes, Cet appel large de l'ensemble des fonctionnaires est une première depuis 5 ans. Elle est l'expression d'une profonde colère. Les 25 dernières années, les fonctionnaires ont subi une paupérisation accélérée, avec une perte de -29.9% de la valeur du point d'indice de la fonction publique par rapport à l'inflation. Une baisse des salaires réels que la très forte inflation ces deux dernières années a encore approfondi.

L'offensive sur les salaires n'est cependant que la pointe émergée de l'iceberg car le gouvernement compte bien accentuer les attaques. Les pistes annoncées sont claires: continuer la casse des services publics, accélérer la privatisation de pans entiers du service public, coupé toujours plus dans les budgets alloués aux différents secteurs de la fonction publique. Bercy veut notamment supprimer 800 millions d'euros sur la masse salariale des fonctionnaires d'État. Des coupes budgétaires auxquelles vont s'ajouter les vingt milliards d'économies supplémentaires prévues pour 2025. À cela s'ajoute la prochaine réforme de la fonction publique, annoncée comme un acte II de celle de 2019 avec l'objectif de détruire le statut du fonctionnaire. La réforme Guérini aura aussi comme axe central la mise en place de la rémunération au mérite se calquant ainsi sur le modèle du privé en mettant les travailleurs en concurrence.

Le ministre de la Transformation et de la Fonction publique, Stanislas Guerini, a annoncé des primes allant de 500 à 1500 euros pour les agents de la fonction publique mobilisés lors des Jeux olympiques. Des revalorisations limitées à des primes, qui ne compteront pas pour la retraite. À part cela : rien, le ministre a pour objectif de resserrer le cordon de la bourse en appliquant un plan de coupes budgétaires de 10 milliards d'euros.

Coupes budgétaires : la surenchère du gouvernement

Après Gabriel Attal, il y a trois semaines, c'était au tour de Bruno Le Maire de promettre une cure d'austérité généralisée en traçant la semaine dernière les grandes lignes de son « *programme économique pour la France* ». Au menu: accélération de l'offensive ultra-austéraitaire. Le ministre promet entre autres d'« *en finir avec l'État providence* », afin de le remplacer par un « *État protecteur* » c'est-à-dire en clair : moins d'aides pour les classes populaires et les travailleurs, mais toujours plus de protections et de subventions pour le patronat. Il veut procéder à une « *nouvelle réforme de l'assurance chômage* » et à de nouvelles attaques contre les durées d'indemnisation, le déremboursement des affections de longue durée dont il déplore qu'elles « *[représentent] désormais 120 milliards, soit la moitié de la totalité des dépenses de soins* », mais également de nouvelles offensives contre diverses aides à destination des salariés. Pour bien enfoncer le clou et dramatiser la situation lors d'une réunion avec les principaux acteurs de la majorité le 20 mars, Emmanuel Macron a exprimé ses préoccupations quant à l'état des finances publiques françaises, appuyé par le

quotidien patronal "Les Échos" annonçant : « Avec un déficit qui pourrait atteindre 5,6% du PIB en 2023, l'objectif de réduction à 4,4% en 2024 semble de plus en plus difficile à réaliser ».

Le ministre des Finances Bruno Le Maire et le ministre délégué aux Comptes publics Thomas Cazenave ont été mobilisés pour évaluer la situation et envisager des mesures. Ces discussions préliminaires préparent le terrain pour des décisions budgétaires d'ampleur suivant ainsi les recommandations de la Cour des comptes. « La trajectoire du gouvernement, pour se réaliser, nécessite des efforts d'économies sans précédent dans l'histoire récente », a averti Pierre Moscovici, le président socialiste de la Cour des comptes. Une vingtaine de secteurs sont concernés, en premier lieu l'écologie, mais aussi l'éducation, l'administration territoriale, la justice, la culture, la réforme de l'assurance chômage... L'exécutif va amputer les budgets des collectivités et de la Sécurité sociale, réduire la prise en charge des coûts des contrats d'apprentissage... les dispositifs en faveur de la jeunesse, les politiques d'emploi, les dispositifs médicaux et la prise en charge des affections de longue durée font partie des potentielles sources d'économies à l'étude. Les collectivités ainsi que le système de protection sociale devront participer aux économies à venir a insisté l'exécutif après avoir assuré l'inverse début février.

Le gouvernement souhaite respecter coûte que coûte la trajectoire fixée : c'est-à-dire faire passer le déficit de 5 % en 2023 à 4,4 % l'an prochain, puis passer sous la barre des 3 % en 2027 pour enfin atteindre l'équilibre en 2032.

Le gouvernement et Macron ont multiplié ces dernières années les réductions d'impôt qui ont grevé les recettes publiques comme les impôts de production des entreprises et les cotisations sociales. Les coupes ne font que commencer le gouvernement a d'ores et déjà annoncé un projet de loi de finances rectificatif dans les prochaines semaines pour aller plus loin.

Des promesses au patronat

Le ministre ne touchera pas aux juteux cadeaux qu'il réserve aux entreprises, notamment à l'échelle de l'Europe un grand plan visant à favoriser « l'innovation » (traduire : augmenter encore les subventions offertes aux grandes entreprises et à combattre « les réglementations » (traduire : offrir toujours plus de concessions aux entreprises, continuer la casse du droit du travail et multiplier les réductions cotisations et fiscales. Bruno Le Maire déclare soutenir « les allègements de charges » promis par Gabriel Attal pour les entreprises. Macron a multiplié ces dernières années les réductions d'impôt et de cotisations aux entreprises qui grevent d'autant les recettes publiques.

Pas touche aux profits des entreprises

Avec des niveaux de profitabilité insolents, le CAC 40 a plus que doublé depuis le Covid. Alors que les alertes se multiplient sur la révision à la baisse de la croissance de l'économie française ou l'entrée en récession de certains pays, les entreprises du CAC 40 enchaînent les records de valorisation en Bourse, de bénéfices ou de dividendes versés.

Les entreprises du CAC 40 ont dégagé en 2023 un bénéfice net de plus de 150 milliards d'euros, soit 8 % de plus qu'en 2022 et près de 50 % de plus que la moyenne des années 2010... Bien loin du niveau de croissance, leurs bénéfices ont progressé en moyenne plus vite que leur chiffre d'affaires ! Selon le cabinet EY, la marge opérationnelle courante, qui était de 9,3 % en moyenne dans les années 2015-2019, s'est hissée à 13,5 % en 2022. Cette hausse représente des milliards d'euros de profits en plus pour ces firmes qui totalisent plus de 1.700 milliards d'euros de chiffre d'affaires, l'équivalent de plus de la moitié du produit intérieur brut (PIB) français. La firme de Bernard Arnault a ainsi enregistré un bénéfice record de 15 milliards d'euros en 2023.

Toutes ces entreprises dictent leur prix et l'industrie automobile en est le meilleur exemple : Stellantis, groupe issu de la fusion de Fiat et PSA, compense la baisse des volumes par une hausse de la valeur moyenne de chaque véhicule vendu. Le constructeur en vendant en 2023, 400.000 véhicules de moins qu'en 2021, voit son chiffre d'affaires augmenté de plus de 25 % et son bénéfice progressé de 31 % ! En se concentrant sur les produits haut de gamme avec le plus de marges et en mettant une pression élevée sur les sous-traitants et les salariés, mais reconnaissant pour son PDG, C. Tavares, Stellantis a augmenté de 56%, sa rémunération globale pour 2023 qui atteint 36,5 millions d'euros, soit 100.000 euros par mois !

TotalEnergies avec les superprofits engrangés pendant la crise énergétique de 2022-2023 a progressé grâce à l'envolée des cours du gaz et du pétrole. Et même si les cours du baril ont diminué en 2023, TotalEnergies reste de loin l'entreprise qui a enregistré le plus de bénéfices l'année dernière avec 19,9 milliards d'euros.

Cette forte valorisation traduit l'attente par les actionnaires de profits futurs et reflète la capacité de ces entreprises à acquérir et à concentrer les parties de l'économie parmi les plus profitables par des fusions et acquisitions d'entreprises avec un potentiel important de croissance et de profitabilité.

Baisse des salaires, des pensions, casse du service public, il faut un plan de bataille à la hauteur

Face aux attaques qui s'aggravent, la journée du 19 mars doit servir à construire un plan de bataille

d'ensemble pour le monde du travail et se préparer à une mobilisation plus large autour de revendications qui répondent aux préoccupations générales : hausse des salaires, pensions et prestations sociales, l'indexation générale des salaires sur l'inflation, contre l'austérité imposé aux travailleurs, les suppressions de poste, pour les conditions de travail, les libertés, la santé, la sécurité sociale, l'éducation nationale... Ces revendications doivent être accompagnées d'un plan de bataille à la hauteur des attaques rassemblant les travailleuses et travailleurs de tous les secteurs.

Une perspective qui permette au mouvement ouvrier de repartir à l'offensive et rompre avec la passivité et l'illusion qu'il est possible de gagner par le « *dialogue* » sans construire un véritable rapport de force.

Face au gouvernement à l'offensive un seul choix : s'opposer avec détermination sans compromis pour gagner. Il s'agit de construire un véritable rapport de force qui passe par la préparation de la grève sur les lieux de travail seul langage que comprend le gouvernement et le patronat. La lutte des classes c'est de créer un rapport de force en faveur des travailleurs et du peuple. La lutte sociale et la lutte politique sont indissociables en organisant les travailleurs dans la lutte pour combattre le capitalisme en montrant que la seule issue c'est de mettre fin à ce système prédateur de l'Homme et de la nature. **L'Assemblée débat à Paris le 23 mars: Combattre ensemble l'impérialisme à l'initiative** du Parti Révolutionnaire Communistes se situe clairement dans ce combat et appelle à lutter contre le capitalisme jusqu'à l'abattre pour construire une société débarrassée de l'exploitation.